



éducation. Interdiction de l'abaya à l'école

ElisabethBorne récuse toute « stigmatisation »

ELISABETH Borne a récusé hier toute « **stigmatisation** » après la décision d'interdire à la rentrée le port de l'abaya dans les établissements scolaires, dénonçant au passage des « tentatives de provocation » et de « manipulation » sur la question, « notamment » de La France insoumise.

« Mais je veux dire les choses très clairement : il n'y a aucune stigmatisation. Chacun de nos concitoyens, quelle que soit sa religion, a toute sa place dans notre pays », a-t-elle assuré.

Soutien de Bruno Le Maire

Le ministre de l'Éducation Gabriel Attal a annoncé la semaine dernière que serait finalement prohibé dans les établissements scolaires ce vêtement long porté par les femmes dont le caractère religieux a longtemps fait débat.

« Il y a un principe, c'est la laïcité. Et il y a une loi qui interdit le port de tout signe ou tenue par lequel un élève manifeste son appartenance à une religion. C'est la loi qui doit s'appliquer à tous et nous veillerons à ce qu'elle soit bien appliquée », a insisté Élisabeth Borne.

L'interdiction qui vaut aussi pour le port du qamis, version masculine de l'abaya, fait cependant l'objet d'un référé-liberté devant le Conseil d'Etat par une association de défense des musulmans.

Interrogé à son tour sur le sujet dimanche, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire s'est félicité de cette mesure d'interdiction de l'abaya, qui est selon lui « un nouveau test de l'islam politique contre la République » et qui « n'a pas sa place dans l'école de la République ». « Je salue et je soutiens à 100 % la décision du ministre de l'Éducation Gabriel Attal d'interdire les abayas dans l'école publique, dans l'école laïque et républicaine », a-t-il insisté. « Ça fait des années que l'islam politique nous teste, teste nos limites, notre capacité de résistance, teste notre détermination. Il est bon qu'à un moment donné un ministre de l'Éducation nationale responsable de l'école, de la for-

mation de nos enfants, de la transmission de notre culture, de la valorisation de ce qui fait que nous sommes une nation, dise stop à l'islam politique ».

Concernant l'application de la mesure dans les établissements, « il y aura des difficultés, mais peu importe », a estimé M. Le Maire. « Les difficultés ont trop souvent servi de prétexte à l'inaction, pour ne pas dire à la lâcheté ».



« Je vois bien qu'il y a de la manipulation et des tentatives de provocation de la part de certains. Je pense notamment à LFI », a déclaré la Première ministre.